

dans le cadre du processus de création du marché unique élabore une série de directives pour la réalisation des objectifs de la Charte, mais on ne sait pas si ces directives seront appliquées sous la forme moins contraignante de recommandations adoptées lors du Sommet européen de décembre 1989 ou si certains pays continueront à exiger des directives exécutoires.

5.3.2 Les programmes sociaux et l'ALE

Contrairement à la Charte sociale européenne, l'ALE ne contient aucune garantie explicite soustrayant des programmes sociaux particuliers d'un pays aux recours commerciaux intentés par l'autre. Les opposants du libre-échange considèrent que c'est l'une des lacunes les plus importantes de l'Accord. Ils estiment que les déséquilibres de taille et de puissance entre les deux pays, leur grande interdépendance économique et les importants écarts entre leurs programmes sociaux peuvent entraîner l'érosion progressive au Canada, par les pressions de la concurrence, d'avantages durement acquis.

Il est important de faire la distinction entre deux types de programmes sociaux ou de normes d'emploi :

- il y a ceux qui font augmenter les coûts directs des employeurs — comme les lois sur le salaire minimum, les prestations d'assurance-chômage ou les règles en matière d'hygiène et de sécurité;
- il y a ceux qui réduisent les coûts de certains employeurs mais qui sont financés par des taxes plus élevées sur tous — comme les régimes d'assurance-maladie universels ou les encouragements au développement régional¹²⁷.

Cette distinction aidera à déterminer la viabilité économique et sociale des normes et des programmes sociaux canadiens.

Dans ce dernier cas, les sociétés américaines qui se croient soumises à une concurrence déloyale en raison des «subventions» versées dans le cadre de ces programmes peuvent avoir recours aux lois de leur pays sur les sanctions commerciales, comme la législation sur les droits compensateurs, pour exercer des pressions sur le gouvernement du Canada afin qu'il modèle ses programmes sur ceux des États-Unis ou qu'il élimine l'avantage comparatif conféré par l'imposition des droits compensateurs.

Par contraste, ce sont des groupes canadiens, et non pas des groupes américains, qui chercheront à convaincre le gouvernement de réduire ses dépenses sociales et de baisser ses normes. Ainsi, quelques fabricants canadiens, considérant que les niveaux de salaires

¹²⁷ On estime que chaque automobile assemblée au Canada coûte 300 \$ de moins que les automobiles assemblées aux États-Unis, grâce au régime canadien d'assurance-maladie. Aux États-Unis, le coût moyen par employé d'une assurance équivalente dépasse aujourd'hui 2 600 \$, comparativement à 600 \$ au Canada. Les sociétés qui ne cotisent pas à un régime d'assurance-maladie auraient intérêt à se réinstaller dans les régions où les impôts n'ont pas besoin d'être aussi élevés pour financer la part de l'État.